

ÉDITO

Sommet sur le financement des économies africaines



Benoît CHERVALIER

est banquier d'affaires, enseignant à Sciences Po Paris sur le financement des économies africaines et à l'ESSEC sur le financement privé en Afrique.

Spécialiste des questions de dettes et de financements sur le continent, il bénéficie d'une large expérience exécutive auprès de grands groupes industriels (Airbus) et bancaires (Rothschild), après avoir mené une première partie de sa carrière pendant une dizaine d'années dans le secteur public, en particulier à la Direction générale du Trésor en France et à la Banque africaine de développement où il dirigea le département chargé des financements concessionnels et le Comité chargé des finances du Groupe de la Banque.

Le sommet du 18 mai 2021 qualifié de «New Deal pour l'Afrique» et portant sur le financement des économies africaines fut singulier à plusieurs égards. Singulier parce qu'il fut le premier sommet international (hormis quelques sommets européens) à se tenir depuis 16 mois avec un air du monde d'avant – il s'est tenu avec des dirigeants présents physiquement à Paris et d'autres en visioconférence (la Directrice générale du FMI était à Paris, le Président de la Banque mondiale était resté à Washington; le Président du Conseil italien Mario Draghi était à Paris et la Chancelière Merkel avait enregistré un message vidéo, etc.); singulier parce qu'il ne fut ni un sommet du G7, ni un sommet du G20 ou d'une organisation internationale mais un sommet hybride où seuls quelques pays furent invités tant du côté africain que des autres participants; singulier enfin parce qu'il entendait traiter à la fois de la question de l'endettement et du financement des économies, sans quoi aucune solution ne peut être durable.

Le «New Deal de l'Afrique» a lancé une dynamique internationale sans pour autant déboucher immédiatement sur de nouveaux engagements financiers des créanciers

Le terme New Deal est un terme assez galvaudé, mais le message est clair: il s'agissait d'apporter une réponse de nature politique, économique et financière permettant au continent de se relever de la crise pandémique et de construire l'Afrique de demain. Mais, cela ne signifie pas que le sommet a débouché sur des promesses d'engagements financiers nouveaux en centaine de milliards de dollars. La question centrale reste de savoir comment mobiliser le secteur privé qui seul pourrait déployer un montant suffisant dont le continent a besoin pour sa croissance et son émergence.

REGARD D'EXPERT

Entretien avec Fabien Rech, Vice President EMEA Major Accounts de McAfee



Fabien RECH

A peine diplômé de son école d'ingénieurs et après un démarrage rapide en tant que chef de projet dans des structures informatiques, Fabien Rech décide de créer sa propre entreprise

à 25 ans. Entouré de son équipe, il développe une société de réseau informatique à travers des références réputées avant d'être racheté par Lexsi, une référence dans la cybersécurité (acquise ultérieurement par Orange). Durant 10 ans, il crée des partenariats stratégiques au sein de l'écosystème français de la sécurité informatique.

En quête de nouveaux défis, Fabien rejoint McAfee en 2008. Il est reconnu pour son talent et son engagement acharné. Au cours des dernières années, Fabien a dirigé le marché français et, grâce à son énergie positive, son dynamisme et son engagement, il a réussi à atteindre une croissance à plusieurs chiffres et à transformer la France pour devenir un pays leader dans la région EMEA.

Fabien a été nommé Senior Directeur Europe du Sud en 2018 et, plus récemment, Vice-Président en janvier 2020, élargissant sa région à l'Europe du Sud, au Benelux et à Israël. Depuis début 2021, Fabien a pris la responsabilité des comptes stratégiques européens au sein de McAfee.

Quel est la dernière cyberattaque marquante selon vous ?

Sans aucun doute celle opérée contre Colonial Pipeline début mai. L'entreprise, qui gère un grand réseau d'oléoducs aux Etats-Unis, a dû interrompre temporairement son activité à la suite de cette attaque. Non sans provoquer des difficultés d'approvisionnement de pétrole, certes provisoires, sur la côte Est des Etats-Unis. Les hackers ont en effet réussi à s'introduire dans le réseau informatique de l'entreprise, à voler

Cette rencontre fut aussi une réponse au déséquilibre que l'on a vu apparaître entre les économies avancées et les autres. Il y a en effet un écart colossal entre ce que les économies matures ont été capables de mobiliser pour soutenir leurs économies pendant la pandémie à travers des mesures de soutien et de plans de relance, environ 15 000 milliards de dollars, soit près de 15% du PIB mondial, et ce qu'ont pu entreprendre les pays moins avancés à une échelle dix fois plus petite en ce qui concerne le continent africain. Il fallait donc envoyer à l'Afrique un signal politique fort. Un signal de solidarité.

Au niveau financier, une première victoire a été de faire accepter au FMI une nouvelle allocation de DTS (Droits de Tirage Spéciaux) à hauteur de 650 milliards de dollars pour ses 183 membres, chacun en recevant une partie en fonction de sa quote-part au FMI, elle-même calculée en fonction de la puissance économique des pays. L'Afrique (du Nord et l'Afrique subsaharienne) doit recevoir environ 33 milliards de dollars à ce titre. Cette première victoire a été rendue possible par la levée du veto américain, au lendemain de l'élection de Joe Biden à la présidence. En mars dernier le FMI a commencé les discussions, et le Conseil d'administration du FMI doit désormais valider la décision d'ici la fin du mois de juin, pour une allocation possible dans le courant du mois août.

Une seconde bataille se joue et porte sur le montant des DTS inutilisés que des pays riches seraient prêts à allouer aux pays à bas revenus. Indépendamment des questions techniques et juridiques très complexes qu'elle pose, l'enjeu porte sur le montant qui sera en fine alloué aux pays à bas revenus et africains en particulier. Le sommet de Paris a établi une cible de 100 milliards de dollars (soit 67 milliards de plus que ceux déjà alloués), un montant à la fois élevé et faible si on considère que les besoins du continent ont été au moins estimés à 285 milliards de dollars d'ici 2025 par le FMI. Les débats qui vont se tenir lors des prochains G7, G20 et conseils d'administration s'annoncent animés.

Concilier financement et endettement

Il ne peut y avoir de développement et d'émergence sans endettement et il ne saurait y avoir endettement s'il n'y a pas remboursement.

Tout d'abord il serait erroné de penser que seule l'Afrique fait face à un endettement récurrent. Historiquement, la quasi-totalité des pays ont fait défaut sur leur dette, y compris la France et l'Allemagne. Il faut tordre le cou à l'idée selon laquelle il y aurait une singularité africaine en matière d'endettement. Ce qui est vrai, c'est que certains pays, (et l'on ne parle pas de toute l'Afrique mais de quelques pays) du fait de leurs caractéristiques sont plus vul-

plus de 100 gigaoctets de données avant de paralyser certains ordinateurs. Le logiciel malveillant responsable de l'attaque est ce qu'on appelle un rançongiciel: il permet de crypter les fichiers, les rendant inutilisables, sauf à payer pour obtenir la clé de déchiffrement. Les montants demandés, proportionnés à la taille de l'entreprise, peuvent se chiffrer en millions d'euros.

Comment a réagi Colonial Pipeline ?

D'un point de vue technique, ils ont mis hors ligne un certain nombre de leurs systèmes pour éviter que le virus ne se propage. Une réponse adaptée dans de telles circonstances. Le virus n'a ainsi pas touché les systèmes qui gèrent la distribution de carburant. Ils ont par ailleurs officiellement payé 4,4 millions de dollars aux pirates informatiques. Un montant relativement modeste qui interroge et un paiement qui n'a pas pu régler complètement la situation: l'outil fourni par les hackers n'a pas permis de restaurer dans sa totalité le système informatique.

Que sait-on des auteurs de cette intrusion ?

Le virus a été conçu par le groupe criminel DarkSide dont la réputation n'est plus à faire depuis son apparition à l'été 2020. Il utilise des outils très perfectionnés, ce qui prouve qu'il dispose d'informaticiens de haut niveau. Son fonctionnement s'opère sous la forme d'un «ransomware as a service». En d'autres termes, il a un réseau d'affiliés, issus du darkweb, qui loue son logiciel malveillant. C'est un groupe puissant, organisé, avec des règles imposées à ses utilisateurs et une véritable politique commerciale, y compris des formations ! Par certains côtés, il ne fonctionne pas différemment d'un éditeur légal. A côté de cela, avec ses affiliés, il pratique une triple extorsion: il vole les données, demande une rançon à l'entreprise victime, et va jusqu'à extorquer les tiers de cette dernière. C'est parfaitement immoral mais rudement efficace.

Depuis quel pays DarkSide opère-t-il ?

On pense avec une grande chance de ne pas se tromper qu'il agit depuis le territoire russe. Comme la plupart des groupes

néralges que d'autres. Deuxième point, la pandémie n'a pas créé la situation actuelle, elle n'a fait que l'amplifier et l'accélérer. Les difficultés de certains pays sont venues après la crise pétrolière de 2014, quand les cours du brut ont brusquement décroché due à une surabondance de l'offre et un ralentissement de la demande, passant de 120 dollars le baril à 60 dollars et même à moins de 30 dollars début 2016. Les pays exportateurs de pétrole (de l'Algérie au Nigéria en passant par l'Angola, le Congo ou le Tchad) ont donc été sévèrement touchés et la volatilité des autres matières premières a également eu un impact (par le cuivre pour la Zambie). Troisièmement, de nouveaux créanciers sont arrivés en Afrique ces dix dernières années. Des pays comme la Chine, mais aussi des prêteurs privés. Avant 2010, seuls trois pays africains avaient recours aux marchés de capitaux; sur les dix dernières années ils étaient dix-huit. Dix-huit sur cinquante-quatre, c'est donc loin d'être la majorité, et l'on ne peut pas dire que les marchés de capitaux sont responsables à eux seuls de la détérioration de l'endettement de l'Afrique, surtout que seuls 8 pays ont concentré 81% des émissions sur la période. La dette ne touche pas les pays de manière homogène. On ne peut pas globaliser et mettre tous les pays dans le même panier même si de manière macroéconomique, l'endettement a doublé à l'échelle du continent entre 2010 et 2020, passant de 32,1% à 65% du PIB. Les vulnérabilités sont différentes, les types de créanciers aussi, et les solutions seront tout autant. Il faudra donc procéder pour les pays africains à une analyse au cas par cas. Ce qu'ont d'ailleurs décidé de faire les pays du G20 en novembre dernier en mettant en place le Cadre commun grâce auquel trois pays africains ont déjà demandé un rééchelonnement de leur dette, le Tchad, la Zambie et l'Ethiopie.

Stimuler le secteur privé pour créer les investissements de demain et les emplois d'après-demain

L'enjeu est tout autant économique, que politique et stratégique. La démographie du continent est un atout à partir du moment où elle débouche sur des créations massives d'emploi. Ce fut l'autre volet du sommet: accompagner le secteur privé et les PME en particulier et envoyer un message à la jeunesse. Il n'y a pas de solution unique mais toute une palette d'instruments. Entre les mécanismes qui se mettront en place pour permettre la ré-allocation de DTS, la possibilité peut-être d'avoir des emprunts non-concessionnels adossés à des fonds de garantie, et peut-être aussi et surtout la façon dont on pourrait associer le secteur privé pour accompagner la prise de risque et soutenir également les entreprises de taille intermédiaire car ce sont celles qui exportent le plus, investissent le plus et créent des emplois. L'Afrique doit aussi créer les conditions favorisant l'émergence de champions mondiaux de demain ●

criminels de même nature. Il ne cible d'ailleurs pas les entreprises situées en Russie ou dans les pays de l'ex U.R.S.S. C'est tout sauf un hasard. Il est manifeste que les autorités russes laissent ces organisations se livrer à leurs activités criminelles dès l'instant où elles ne font pas de victimes sur leur territoire. Il y a probablement des liens, ou en tout cas des échanges, entre ces groupes de cybercriminels et les services russes.

Rien ne peut donc être fait contre leurs agissements ?

Je ne dirais pas ça. D'abord il semblerait que certains services, dont on ignore l'identité, aient contre-attaqué en prenant le contrôle des serveurs de DarkSide et en faisant main basse sur son fonds en bitcoins. A moins que ce soient les «dirigeants» de DarkSide qui aient eux-mêmes décidé de se saborder avant de rencontrer des problèmes. Ils ont en tout cas mis en cause un de leurs affiliés dans l'opération contre Colonial Pipeline, preuve qu'ils n'approuvent pas cette attaque, beaucoup trop visible à leurs yeux et les exposant de manière déraisonnable. Avec d'autres cybercriminels, ils cherchent aujourd'hui à faire profil bas. Ce qui ne veut pas dire que l'activité de cybercriminalité va perdre de sa virulence. Le rançongiciel a hélas encore de beaux jours devant lui.

Mais les entreprises peuvent-elles se protéger contre ces logiciels malveillants ?

Elles le peuvent et elles le doivent ! Il peut en aller de leur survie. Elles conservent évidemment l'option de payer les rançons. Hélas ce n'est pas la certitude que tout reviendra en ordre: 22% des organisations victimes ayant payé la somme demandée n'ont jamais reçu les clés de déchiffrement ! En revanche, c'est permettre à coup sûr à ces groupes de prospérer, s'étendre, gagner en puissance. Ce n'est donc pas la bonne solution. Le mieux est de rendre ses attaques inefficaces, ou en tout cas limitées. Bien sûr aucune protection n'est certaine à 100%. Mais elles permettent bien souvent de limiter les dégâts. Il est donc essentiel que les entreprises, mais aussi les administrations, les hôpitaux, les associations etc, se protègent avec la palette d'outils à leur disposition.

La prise de conscience du risque cyber est-elle enfin là ?

Il y a des progrès notables, les grandes entreprises sont alertées, encore qu'il vaudrait sans doute mieux sensibiliser les conseils d'administration. Mais il reste beaucoup de négligences. Il faut inculquer un véritable culture de la cybersécurité, notamment en direction des salariés avec les risques liés au phishing. En France, avec l'ANSSI, nous avons une auto-

rité compétente et réactive. Mais l'ANSSI ne peut pas tout. En amont il faut se protéger efficacement, se doter d'outils de surveillance, notamment avec les EDR, une technologie qui permet de détecter les connexions suspectes. Il faut parallèlement mettre en place des procédures précises en cas d'attaque, et s'entraîner régulièrement pour ne laisser aucune faille. Bref, définir un plan de gestion de crise. En aval, la remise en route d'un réseau informatique attaqué réclame l'intervention de professionnels compétents. Les entreprises ont besoin

d'un accompagnement étroit, et ceci nécessite des budgets à la hauteur. Sur le plan des relations entre Etats, créer un droit international de la cybercriminalité, aujourd'hui inexistant, ne serait pas un luxe. La lutte contre ces groupes criminels doit se faire à tous les niveaux, et exige la coopération de tous. Les enjeux sont considérables pour notre vie économique comme démocratique ●

Propos recueillis par Julien Malbreil, partner chez Antidox

REGARD D'EXPERT

Emmanuel Macron et McFly et Carlito : le nouveau costume de la République ?



Guillaume ALÉVÈQUE

Diplômé du Master 2 de communication politique et sociale de l'Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne après une classe préparatoire littéraire, Guillaume Alévèque a débuté sa carrière en consultant des élus sur leur communication personnelle et institutionnelle. Il a été successivement responsable de la communication d'une mairie d'arrondissement puis chef de cabinet d'un adjoint à la Mairie de Paris. Passionné par les sujets d'opinion, d'influence et de communication de crise, Guillaume a rejoint Antidox en 2020 comme consultant senior.

Le Président de la République entend continuer de s'adresser à des publics ciblés, parfois éloignés de l'actualité politique, et multiplie donc les prises de parole dans des canaux de communication variés pour renforcer l'impact de sa prise de parole. Interventions télévisuelles à 20 heures, interviews aux journalistes de la presse quotidienne régionale, puis à la revue trimestrielle Zadig. Mais son passage le 23 mai sur la chaîne des deux youtubeurs McFly et Carlito fut certainement plus original, et plus polémique.

Une atmosphère loin de la politique

Le principe ? Un concours de 8 anecdotes entre le président et McFly et Carlito, sur le modèle de ce que les deux youtubeurs réalisent régulièrement sur leur chaîne, les participants devant deviner si l'anecdote racontée est vraie ou fausse. Le perdant a un gage établi au départ mais le score final - en l'occurrence une égalité entre les protagonistes - a moins d'importance que son impact : la vidéo reste au sommet des tendances YouTube après quatre jours et approche déjà les 13 millions de vues. Un score exceptionnel pour un contenu aussi long (36 minutes). Mieux encore, l'intervention a été analysée par toutes les chaînes de télévision et la presse papier, renforçant encore sa visibilité, même auprès de publics éloignés de YouTube et des formats numériques.

L'ambiance qui préside à ce jeu peut surprendre pour un président de la République qui a longtemps privilégié une conception verticale de l'exercice du pouvoir et tente de réaffirmer le prestige de sa fonction. Or McFly et Carlito se positionnent clairement et visuellement sur un pied d'égalité avec Emmanuel Macron. Carlito qui dépasse le président d'une tête, le regarde ainsi dans les yeux en assénant : "Mais on va pas vous lâcher, il n'y a pas de hiérarchie là." Le décor est planté, et il véhicule une ambiance détendue et humoristique, comme on pourrait la trouver entre des amis qui se retrouvent pour une soirée. Les deux youtubeurs dissocient immédiatement leur contenu du politique et rappellent à leur public qu'ils ne doivent pas voter pour quelqu'un simplement parce qu'ils le trouvent sympathique, mais le ton est bien donné : l'échange avec le Président de la République sera informel et potache. Ils rencontrent donc un Emmanuel Macron d'abord un peu contenu, puis laissant peu à peu échapper des plaisanteries, quelques rires, et se montrant même étonnamment détendu sur le sujet de la consommation de cannabis.

Gages et happenings pour un exercice de communication personnelle presque assumée

Plusieurs moments de la vidéo laissent deviner un enjeu qui va au-delà du jeu, et témoignent de ce que le passage du président sur ce format s'inscrit dans une communication pensée et pla-

nifiée qui témoigne d'une bonne maîtrise des méthodes de marketing influenceur. C'est le cas lorsque Emmanuel Macron propose qu'en cas de défaite des youtubeurs, ceux-ci fassent un passage aérien avec la patrouille de France lors du défilé du 14 juillet. Une manière de s'offrir deux nouveaux moments de communication à la dimension prestigieuse et dans un cadre éminemment « républicain » en utilisant le marketing des influenceurs, tout en conservant naturellement dans ces avions un plein contrôle du cadre dans lequel ils évolueront. C'est vrai aussi lors de l'appel en direct à Kylian Mbappé : Emmanuel Macron y apparaît non seulement comme une personnalité en lien avec la jeune génération mais il place aussi les premières pierres de son affection pour le foot, et plus particulièrement Marseille et l'OM, à quelques semaines des élections régionales.

Pour un chef d'État en exercice, souvent impopulaire, communiquer en direction de la jeunesse s'avère toujours une initiative délicate. Et la Ve République est marquée par ces tentatives. Emmanuel Macron n'est pas le premier à tenter de séduire les jeunes, qui constituent un point d'appui essentiel lors des élections. Non tant par leur participation électorale souvent relativement faible, mais par l'image de dynamisme et de modernité qu'elle permet d'apporter par association au candidat et par l'influence qu'elle peut apporter sur d'autres publics. Le Président a donc bien compris que pour communiquer en direction de ce public, il lui fallait s'intégrer à ses formats et à ses codes, même si le public français au sens large ne les connaît pas toujours. Un exercice peu naturel dans un espace public français dans lequel la culture populaire est rarement associée au pouvoir.

Le final de la vidéo, avec le groupe de métal « Ultra Vomit » accueilli dans les jardins de l'Élysée et y effrayant ses paisibles canards, laisse une image de décalage assez marquante, presque irréelle. Comme Mitterrand, avec son « chébran » reprenant Yves Mourou, ou Chirac, qui en 2002 a su trouver les mots et l'angle qui ont pesé dans sa réélection, Emmanuel Macron a donc pleinement tenté d'adapter les éléments de langage et cette action de communication dans la course à l'Élysée. Cette vidéo - et l'intégralité de la séquence lancée il y a quelques mois avec une vidéo commandée aux deux youtubeurs pour mettre en valeur les gestes barrières - est révélatrice d'une stratégie pensée et exécutée avec soin. Emmanuel Macron s'inscrit ici dans une tendance plus large de mobilisation par les dirigeants politiques et les marques des médias qui constituent les influenceurs sur les réseaux sociaux, dont les audiences sont désormais massives et engagées. A ce titre, Joe Biden diffusait le 24 mai un échange sur les vaccins contre le Covid-19 avec les influenceurs beauté Manny Mua (4,8 millions de fans) et Jackie Aina (deux millions de fans), en interaction avec le Dr Fauci, l'immunologue qui a piloté la campagne vaccinale américaine.

Les risques sur un espace préempté par les opposants

Pour l'essentiel, les retombées de la vidéo de McFly et Carlito se sont révélées positives. Leur communauté a apprécié la performance de réussir à interagir avec le Président de la République à l'Élysée, et les commentaires relatifs à Emmanuel Macron sur YouTube ou Snapchat sont positifs. Bien sûr, les acteurs de la vidéo n'auront pu éviter les habituelles railleries des réseaux sociaux, en particulier Twitter et Facebook, avec de nombreux messages moqueurs et détournements partagés sur le sujet.

Les réseaux sociaux plus politiques comme Twitter accueillent une part de commentaires négatifs, notamment en raison de

la mobilisation de militants et d'acteurs engagés politiquement.



Sur 86,5 k utilisations du #McFlyetCarlito, 30% sont négatives et seulement 16% sont positives. (source: Talkwalker)

Il faut noter un fort effet sur le public ciblé, 83% des réactions concernant la classe d'âge des 18-34 ans. Dans le détail des commentaires, on observe aussi des réactions positives. L'impact négatif est quant à lui généré par un petit nombre d'acteurs qui accaparent médiatiquement le sujet, occultant le potentiel positif de la vidéo lorsqu'on ignore le quantitatif pour s'intéresser à l'aspect qualitatif des commentaires. Cela se vérifie aussi avec sa médiatisation : lors de la sortie de la vidéo, le 23 mai, les commentaires se révèlent positifs ou neutres, et le ton change à partir du moment où le contenu est repris et discuté dans la presse. Commencent alors à affluer les commentaires négatifs, soutenus et relayés par l'opposition. Concernant la vidéo elle-même, elle a recueilli 1,2 millions de « J'aime » contre 34 000 mentions négatives, un rapport de forces inédit pour un contenu malgré tout politique, sur lequel se concentrent souvent des campagnes d'attaques puissantes.

Un exercice réussi de lancement de campagne ?

Dès l'instant où le phénomène devient médiatique et fait l'objet de discussions sur les plateaux de télévision des chaînes d'informations en continu et dans les matinales, le pari semble réussi. Certes, la vidéo indigne largement : Philippe de Villiers prend même la peine de signer une tribune dans le Figaro intitulée "McFly et Carlito, les piteuses d'Emmanuel Macron." Si s'appuyer sur des vidéastes consensuels comme McFly et Carlito apparaît comme un bon choix pour s'adresser à la jeunesse, le risque est en effet de tourner la fonction en ridicule, ce que Philippe de Villiers n'est pas le seul à lui reprocher. Pour beaucoup, De Gaulle est bien loin face au théâtre d'un Président s'essayant à de fausses anecdotes et à des blagues de fin de récréation avec deux jeunes youtubeurs.

Mais le risque semble assumé par une communication en silos, avec des publics identifiés et des formats de dialogue adaptés pour chacun. Emmanuel Macron réussit donc plutôt sa prestation, à travers une vidéo dont le but premier est de mettre le public jeune en confiance en faisant oublier le politique (aucune mesure ni aucune décision à caractère politique n'est citée durant les plus de 30 minutes de vidéo). D'autres agissent de même, pour ce qui est avant tout une manière d'occuper l'espace créé pour un candidat hors système, ce que Macron se proposait d'être en 2017. Il apparaît clairement qu'il joue ses premières cartes en vue de la prochaine présidentielle, et que la campagne aura donc été lancée par un concours de blagues et d'anecdotes sur YouTube plutôt que par une interview politique de 20h sur une chaîne de télévision. Avec sans doute une conviction de sa part : il ne suffira plus au Président d'apparaître dans le prestige largement effacé de sa fonction pour mener campagne, mais il devra aussi accepter de rejoindre le terrain de jeu de plus en plus de Français : YouTube et ses stars ●

À propos de nous



Xavier DESMAISON CEO

x.desmaison@antidox.fr

Antidox est un cabinet de conseil en stratégie de communication et d'opinion à forte dominante digitale. Antidox positionne les dirigeants au cœur des débats d'idées et connecte les organisations à leur écosystème : des décideurs aux influenceurs, des consommateurs aux collaborateurs.



Alexandre MEDVEDOVSKY Président du Directoire

alexandrem@eslnetwork.com

Le Groupe ESL & Network s'est imposé comme l'un des leaders français et européens de l'intelligence économique, de l'accompagnement stratégique et des affaires publiques. ESL & Network conseille aujourd'hui les plus grandes entreprises françaises et les accompagne dans leurs décisions stratégiques, en France comme à l'international. Le Groupe conseille également des Etats et gouvernements.